

### I. Les effets personnels

- **Dissolution du lien matrimonial**
- **Perte du nom du conjoint**
  - Sauf si le conjoint donne son autorisation pour le conserver
  - Sauf si le juge l'autorise. Il faut que l'époux qui souhaite conserver le nom puisse justifier d'un intérêt particulier pour lui ou pour ses enfants.
- **Exercice de l'autorité parentale : organisation du droit de garde des enfants.**

### II. Les effets pécuniaires

- **Liquidation du régime matrimonial**
- **Le sort des donations et avantages matrimoniaux**
  - *Les avantages matrimoniaux* = ce sont des clauses insérées dans un contrat de mariage qui avantagent l'un des conjoints.
    - **Qui prennent effet au cours du mariage** : maintenues
    - **Qui ne prennent effet qu'à la dissolution du régime matrimonial ou au décès de l'un des époux** :
      - Principe : elles sont révoquées automatiquement
      - Exception : elles sont maintenues si l'époux qui les a consentis les maintient expressément. Sa volonté est constatée par les juges au moment du prononcé du divorce. Elles deviennent donc irrévocables.
  - *Les donations*
    - **De biens présents pendant le mariage**, si effectuées depuis 1<sup>er</sup> janvier 2005 : irrévocables
    - De biens présents pendant le mariage, si effectuées avant le 1<sup>er</sup> janvier 2005 : librement révocables
    - **De biens à cause de mort** : automatiquement révoquées.
      - Exception : sauf si l'époux qui les a consenties souhaite les maintenir. Le juge doit constater cette volonté au moment du prononcé du divorce.
- **La prestation compensatoire : PC**
  - *Attribution de la PC*
    - Existence d'une disparité dans les conditions de vie respective des époux après le divorce
    - Demande expresse au moment du divorce
    - Calcul en fonction des critères positifs de l'article 271 du Code civil et des critères négatifs de l'article 272 du Code civil (=càd sommes que l'on ne prend pas en compte pour calculer la PC).
  - *Modalité de versement de la PC*
    - **Principe** : sous la forme d'un capital

- ✓ Une somme d'argent (payable en 8 ans maximum)
- ✓ L'attribution d'un bien en propriété si et seulement si le recouvrement de la somme d'argent semble compromis. Il faut une motivation du juge en ce sens.
- ✓ Le montant ne peut jamais être révisé, mais le délai de paiement peut être allongé (très rarement)
- **Exception** : sous la forme d'une rente viagère
  - ✓ A titre exceptionnel
  - ✓ Décision spécialement motivée du juge (âge, état de santé ne permettant pas de subvenir aux besoins)
  - ✓ Elle peut être révisée en cas de changements importants
    - Dans les revenus du créancier (perte d'emploi, chute de revenu, charge nouvelle, nouveaux enfants)
    - Dans les revenus du débiteur (remariage, gain au jeu, concubinage)
- *Refus d'attribution de la PC*
  - En considération des critères de l'article 271 du Code civil (par ex : si la disparité résulte de l'incurie ou de la paresse de l'époux demandeur)
  - Lorsque le divorce est prononcé aux torts exclusifs du demandeur à la PC + les circonstances particulières de la rupture. (article 270 du code civil)

## - Les dommages et intérêts

- *L'article 266 du Code civil*
  - Cette demande doit être formée au moment de l'action en divorce
  - Conséquence/préjudice d'une particulière gravité
  - Qui découle de la rupture du mariage
  - L'époux qui souhaite obtenir les dommages et intérêts
    - était défendeur à un divorce ADLC et il n'a pas lui-même formé une demande en divorce
  - ou bien
    - a obtenu un divorce prononcé aux torts exclusifs de son conjoint
- *L'article 1240 du Code civil (même après le prononcé du divorce) si les 3 conditions cumulatives suivantes sont réunies*
  - Une faute, la personne en cause n'a pas eu le comportement d'une personne raisonnable placée dans la même situation.
  - Un préjudice distinct de celui réparé par 266 Code civil
    - Matériel : une atteinte aux biens
    - Moral : une atteinte psychologique
    - Corporel : une atteinte corporelle
  - Un lien de causalité entre la faute et le préjudice